

Ressources. La rareté de l'eau suscite des réponses antago

Le difficile partage de

Le temps de "l'eau facile" est fini. La démographie et le réchauffement augmentent chaque année les zones de pénurie et créent des tensions.

Il y a quelques années, on parlait de restrictions puis de pénuries. Aujourd'hui, il s'agit d'une « *crise globale* », selon les termes alarmistes du directeur général de l'Unesco, Koïchiro Matsuura, insistant, après tant d'autres responsables, sur la nécessité de prendre des mesures rapides et efficaces pour faire face à ce problème : 1,5 des 6,5 milliards d'habitants de la planète n'ont pas accès à l'eau potable ; ils sont plus de 40 millions de personnes dans ce cas en Europe. Ils sont plus nombreux encore à ne pas bénéficier de raccordement à un réseau public d'eau potable.

La croissance de la population mondiale (80 millions de personnes par an) aug-

mente les besoins en eau de 64 milliards de mètres cubes chaque année, plus rapidement que le taux de renouvellement naturel de l'eau. Le Programme des Nations unies pour le développement estime que « *dès 2025, les deux tiers de la population mondiale souffriront de stress hydrique* ».

L'Onu dénonce une gestion de l'eau « *non durable et inéquitable* ». Les besoins vitaux d'une personne sont estimés en moyenne à 50 litres par jour. En Europe, on consomme environ 200 litres, aux États-Unis 500. À titre d'exemple, lors de la Journée mondiale de l'eau le 22 mars, un Français a consommé en moyenne 150 litres d'eau, dont 1,5 litre en boisson, et 60 litres pour la toilette. Le même jour, un enfant du Zimbabwe a consommé 20 litres d'eau (2 litres en boisson, et 10 litres pour l'hygiène).

L'eau manque et sa qualité pose problème. L'ONG Solidarités se bat pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement, avec cet argument : « *Les maladies hydriques sont la première cause de mortalité dans le monde.* » Elles provoquent chaque

année la mort de 8 millions de personnes dont 1,8 million d'enfants. L'épidémie actuelle de choléra au Zimbabwe (plus de 4 000 morts), qui se répand maintenant dans toute l'Afrique australe, s'explique en grande partie par l'absence d'accès à une eau saine et par le déficit de ce pays en infrastructures d'assainissement.

Le réchauffement climatique ne cesserait pas d'augmenter les besoins en eau, provoquant des sécheresses catastrophiques dans les zones arides et l'assèchement progressif des zones humides. Ces deux phénomènes de croissance démographique forte et de climat aride font du

Moyen-Orient, du Maghreb et d'une partie de l'Afrique les régions les plus durement touchées, les plus soumises aux tensions liées au partage des eaux transfrontalières.

GILLES NI/SIPA



Eau non potable. Les maladies liées au manque ou à la mauvaise qualité de l'eau tuent 8 millions de personnes par an.

nistes.

l'or bleu

La Turquie est au cœur de ces difficultés. Elle accueillait le mois dernier le Forum mondial de l'eau, alors qu'elle est au centre d'une polémique régionale, depuis les années 1980, liée à son "grand projet anatolien" qui prévoit la construction de vingt-deux barrages pour développer le sud-est du pays.

Construits sur les deux plus grands fleuves du Moyen-Orient, le Tigre (1 950 kilomètres) et l'Euphrate (2 780 kilomètres), alimentés par l'eau qui descend des montagnes de Turquie, ces barrages captent l'eau qui part se déverser dans le golfe Persique, à travers un estuaire commun, le Chatt al-Arab. Cette "dérivation" affecte gravement l'approvisionnement hydrique des deux pays dépendants de ces fleuves, la Syrie et l'Irak.

En cas d'affrontement avec eux, la Turquie dispose d'une arme stratégique. Elle pourrait stocker dans ses différents barrages plus d'une année entière du débit du Tigre et de l'Euphrate, ce qui priverait la Syrie et l'Irak d'une eau vitale pour leurs populations, pour leur agriculture et leur développement urbain. Cela s'est déjà produit. En 1990, Ankara avait fermé les vannes de l'Euphrate pendant un mois pour remplir son barrage Atatürk, le plus grand de tous (49 milliards de mètres cube), provoquant un incident avec les pays voisins.

Les Irakiens et les Syriens dénoncent la mauvaise qualité des eaux qu'ils reçoivent en aval du territoire turc. Cela s'explique par l'utilisation massive des engrais qui augmente la pollution de l'eau et par les effets des barrages : ils gardent les sédiments à l'intérieur de leur bassin, privant les terres agricoles situées en aval de l'apport d'éléments fertiles, ce qui accroît la salinité de la terre. Attentive à jouer un rôle diplomatique important au

Moyen-Orient, la Turquie a engagé des discussions avec les pays riverains pour pouvoir signer un accord de partage entre elle, la Syrie et l'Irak lors du Forum mondial de l'eau.

Ankara projette aussi la construction d'une grosse canalisation qui conduirait une partie des eaux de la chaîne montagneuse du Taurus vers Israël et la Jordanie. Cet aqueduc moderne pourrait lui permettre de vendre 2 000 milliards de mètres cubes d'eau par an. Ce projet pharaonique se heurte pour le moment à l'opposition totale de la Syrie. Son accord est nécessaire car le tracé passe obligatoirement par le territoire syrien.

Le géographe Yves Lacoste, créateur de la revue géopolitique *Hérodote*, croit à ces projets : « *Les États du*

Faute d'une politique mondiale de gestion, les États se préparent à des situations de crise.

Moyen-Orient ont plus besoin les uns des autres pour établir ce marché commun de l'eau dans leur intérêt mutuel. L'idée de grands travaux hydrauliques comme base d'une coopération internationale n'est peut-être pas tout à fait utopique. »

Faute d'une politique mondiale de gestion des ressources hydriques, les États se préparent aux pénuries. L'un des procé-

dés de plus en plus répandu est la technique de désalinisation. La production d'eau douce issue de l'eau de mer a doublé depuis l'an 2000. En 2008, on recensait dans le monde 13 869 usines de désalinisation construites ou en construction. Elles produisent l'équivalent de 100 fois la consommation quotidienne de Paris.

Le problème est que ces usines sont très coûteuses. Elles ne sont pas accessibles aux pays pauvres. Elles sont grosses consommatrices d'énergie et augmentent les émissions de gaz à effet de serre. À cela s'ajoutent les risques terroristes majeurs. L'Arabie Saoudite, premier producteur d'eau douce par désalinisation, suivie par les Émirats arabes unis et par les États-Unis, commence à s'inquiéter du risque d'attentat sur ces infrastructures vitales pour son développement.

Le Forum mondial de l'eau et ses 25 000 experts rassemblés pour l'occasion sur les rives de la Corne d'or n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente sur ces sujets sensibles. La déclaration finale a été jugée insuffisante par la plupart des ONG présentes et par

25 pays, dont l'Espagne, l'Afrique du Sud et le Venezuela. Leur reproche est de présenter l'eau comme « *un besoin humain fondamental* » et non comme un "droit" humain fondamental. Ils ont signé une contre-déclaration qui reconnaît l'accès à l'eau et l'assainissement comme un « *droit humain* », s'engageant à « *toute l'action nécessaire pour la mise en œuvre progressive de ce droit* ».

MORGANNE HIRSCH